

Idées révolutionnaires

Jonathan Israel

PRESSE ÉCRITE

Esprit, janvier-février 2020

Si on nous posait la question : qui et qu'est-ce qui a été « radical » pendant la Révolution française ? , nous répondrions spontanément : Robespierre et la Terreur. La réponse de Jonathan Israel, professeur (émérite) d'histoire à Princeton et spécialiste des Lumières, est tout autre : les vrais « radicaux » de la Révolution sont ceux qui ont défendu radicalement les principes fondateurs de Déclaration des droits de 1789, à savoir la démocratie ou la République et le constitutionnalisme démocratique, les libertés et l'égalité, l'universalisme des droits, la (future) laïcité de l'État et le pluralisme confessionnel. En d'autres termes, ce sont les opposants à la Terreur. « Brissotins » et « Idéologues » que l'historiographie jacobine, dominante, a disqualifiés comme trop modérés, ou trop peu « révolutionnaires » finalement. Ils étaient pourtant, selon J. Israel, seuls fidèles à l'idéal des « Lumières radicales » (dont il est le représentant dans l'historiographie internationale sur cette période) à l'origine de la démocratie moderne. Elles seraient pour l'essentiel dues à Spinoza et au spinozisme, compris comme un rationalisme radical, moniste et matérialiste.

Lesq idées de J. Israël (les siennes et celles d'une Révolution menée par des idées à réaliser, et non par sa dynamique propre) ont été fortement contestées. Il en résulte en effet une lecture qui se sépare fortement de l'école jacobino-marxiste (Albert Mathiez, Georges Lefebvre, Albert Soboul), et finalement tout autant de l'interprétation « libérale » de François Furet, plus « clairvoyant », mais chez lequel J. Israel croit déceler rien moins que « de grossières erreurs, parfois même ridicules », pour reprendre les mots de la postface très combative où il répond à ses

critiques. Quoi qu'on pense de ses positions (qui font part belle à la force des idées), elles induisent une historiographie originale des courants et des développements successifs de la Révolution française. Le long récit qu'il en fait, suivant la chronologie des événements, illustre sans surprise sa thèse d'une Révolution infidèle à ses objectifs initiaux et donc, en ce sens, d'une révolution « manquée ».

Jean-Louis Schlegel

Le Monde, 24 octobre 2019

La Révolution façon puzzle

« La Révolution est un bloc » : ce bilan tranchant prononcé en 1891 par Georges Clemenceau visait à resserrer les rangs de la gauche contre la tentation d'opposer à une « bonne » Révolution, celle des droits de l'homme et du citoyen (1789) et des débuts de la Ière République, une « mauvaise » révolution, celle de la Terreur sanglante et liberticide de 1793.

Il s'agissait aussi, par ces paroles, de justifier la censure d'une pièce de théâtre taxée de monarchiste à cause de sa criminalisation de Maximilien Robespierre (1758-1794). Mais rien n'a jamais arrêté l'ébullition des querelles sur le sujet, comme le confirme le nouvel ouvrage traduit en français de l'historien des idées et professeur à Princeton (New Jersey) Jonathan Israel, *Idées révolutionnaires. Une histoire intellectuelle de la Révolution française*. Le titre complet de la version originale américaine - qui ajoute: «des droits de l'homme à Robespierre» - annonce son projet de pointer les discontinuités et les clivages internes au camp révolutionnaire.

Des divisions qui remonteraient aux idées politiques européennes et françaises du XVIIIe siècle, partagées entre des «Lumières radicales», matérialistes, égalitaires et démocratiques - celles des encyclopédistes, puis de républicains tels que Nicolas de Condorcet (1743-1794) -, des «Lumières modérées», conservatrices, prônant une monarchie constitutionnelle - de Montesquieu au club des Feuillants -, et un courant qu'il baptise «populiste autoritaire «vulgarisateur de Rousseau et apôtre, avec Robespierre, d'une austère vertu.

Selon la méthode controversée de l'auteur, seule une analyse des visions philosophiques et idéologiques divergentes des acteurs révolutionnaires donne la clé de l'exceptionnalité de la Révolution, ainsi que des rapports de force politiques et des bouleversements qui ont marqué sa trajectoire et sa fin. Bien sûr, les causes économiques, financières et sociales ont pesé, tout comme les révoltes du peuple, singulièrement des sans-culottes. Reste qu'il faudrait prendre au sérieux l'interprétation « à chaud » qui faisait de la Révolution l'œuvre des « philosophes » et d'idées subvertissant, avec les préjugés, tout l'édifice hiérarchique et religieux de l'Ancien Régime, afin de refonder une société politique d'individus libres et égaux.

Aussi le chapitre initial parle-t-il de la « première page de la Révolution » pour désigner les combats de la presse en faveur d'une liberté totale d'expression et d'une nouvelle culture politique incluant la fin de l'absolutisme monarchique, des privilèges et de l'emprise de l'Eglise, ainsi qu'une amélioration de la condition des plus pauvres. Bien que peu nombreux dans l'assemblée dès la Constituante, ces journalistes et écrivains ont su, au côté du comte de Mirabeau (1749-1791) imposer leurs idées révolutionnaires, consignées dans la Déclaration des droits de l'homme. Certains, tels Jacques Pierre Brissot (1754-1793) et Condorcet furent parmi les premiers à réclamer une République. Avec des succès inégaux, ces « radicaux » défendirent, en pionniers, l'émancipation des femmes - la loi sur le divorce -, des esclaves noirs, ainsi que des minorités religieuses, juifs et protestants. Ils promurent aussi une éducation publique destinée à éclairer le peuple souverain.

Le tour de force du livre, par rapport à l'historiographie dominante, consiste à soutenir que l'aile la plus radicale de la Révolution n'est pas celle qu'on croit. Les députés Montagnards, autour du « démagogue » Jean-Paul Marat (1743-1793) et des acteurs de la Terreur, comme Robespierre, seraient les adversaires de ces Lumières radicales - dont ils exclurent ou tuèrent les porte-voix -, hostiles au droit de suffrage des femmes, pas toujours favorables à l'émancipation des esclaves, au cosmopolitisme, etc. N'avaient-ils pas d'ailleurs tardé à prôner une République? Quant à l'éducation, ces thuriféraires de « l'Être suprême » et contempteurs des « philosophes » voulaient inculquer au peuple le dévouement patriotique plus que la raison critique. Surtout, dénonce Israel, ils furent experts dans l'art de manipuler les colères populaires, d'inventer des complots imaginaires pour en fomenter de réels et

d'exercer leur pouvoir tyrannique, surtout après le « putsch » de Robespierre de juin 1793.

Sans surprise, ce livre a été démolie par quelques historiens. Il est vrai qu'on pourrait facilement accabler son manichéisme en regrettant des excès polémiques qui font de Robespierre un ancêtre lointain du fascisme, ce qui n'aide pas à élucider la rapidité avec laquelle celui est passé du culte des droits de l'homme à la Terreur. En outre, les héritiers des «Lumières radicales » étaient-ils si radicaux sur le plan économique et social?

Il serait toutefois dommage que ces limites poussent à négliger l'intérêt considérable d'une somme érudite, brillante et passionnée qui nous fait replonger aux sources vives de nos idéaux démocratiques et de désaccords qui n'ont cessé de diviser la gauche.

Serge Audier

Le Figaro, 3 septembre

Une charge de gauche contre Robespierre

Attention, tempête à gauche assurée ! Le dernier livre de l'historien des Lumières «radicales», Jonathan Israël, risque de susciter bien des affres parmi les défenseurs de Robespierre et du jacobinisme. Alors qu'Israel s'était fait remarquer en décentrant le cœur des Lumières des années 1750-1789 vers les années 1660-1730, insistant sur le rôle décisif d'un courant spinoziste associant le rejet des autorités religieuses et les tendances démocratiques dans l'émergence d'un républicanisme démocratique, le voilà qui s'empare de la Révolution française. Et ses conclusions risquent bien de ne pas plaire à ceux qui avaient accueilli avec intérêt ses thèses

Certes, le concept de «Lumières radicales» avait suscité certaines réticences de la part d'historiens toujours mal à l'aise avec l'histoire des idées, mais il avait aussi séduit les penseurs du radicalisme révolutionnaire (c'était une clé de lecture utile pour expliquer la spécificité du républicanisme radical français d'un Condorcet ou d'un Brissot dans le renouveau du républicanisme classique européen). Rompant dans ce nouveau livre avec l'école jacobino-marxiste qui domine à nouveau l'Université française depuis l'éclipse de la fragile «école Furet». Israël lance une

charge brutale et sans concession à l'encontre de Robespierre et de ses amis Montagnards, comme Saint Just, accusés d'avoir trahi les « valeurs d'émancipation » des Lumières radicales (liberté de la presse, instruction laïque, droits des femmes, philosophie des droits). Fort d'un rousseauisme élémentaire, animé de « tendances despotiques », Robespierre ne serait rien de moins qu'un « contre révolutionnaire » ! Israël renverse toute l'interprétation récente de l'école officielle, qui est patiemment parvenue à faire croire que la « légende noire » de Robespierre n'aurait été qu'un coup bas de la bourgeoisie thermidorienne pour mieux se défaire sur l'incorruptible de ses propres turpitudes après 1794. Pas du tout, prétend Israël. Le discrédit de Saint Just ou Robespierre était partagé par à peu près tous les acteurs de l'époque, notamment les démocrates étrangers: « Robespierre ne fut jamais un républicain (...) mais simplement un tyran ivre de pouvoir (...). Sa véritable invention fut (...) une contre-révolution » n'hésite pas à écrire Israël. L'auteur en est conduit à une trilogie contestable du mouvement révolutionnaire: un courant modéré des Constitutionnels de 1789, un courant « radical » de Brissot et des Girondins (Condorcet. Daunou. Paine, etc.), enfin un « populisme autoritaire », mélangeant pèle mèle sans-culottes et Montagnards.

La place manque pour commenter cette thèse qui réhabilite les travaux du « radical » Alphonse Aulard, premier titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française, adversaire farouche de la dictature robespierriste, au nom de la « liberté républicaine » et qui fut la cible de Mathiez et de ses successeurs marxistes. La principale faiblesse d'Israël (outre des erreurs de détail, qui conduisent l'auteur à classer l'abbé Maury parmi les « monarchiens » ou à confondre « monarchie limitée » à l'anglaise et « monarchie constitutionnelle » de 1791, ce qui l'égare contre les thèses de Furet, etc.) reste un certain péché d'idéalisme dont il se défend dans sa postface sans convaincre le lecteur. Les amis de Robespierre étaient-ils avant 1789 aux antipodes des Lumières radicales, s'opposant philosophiquement aux amis de Brissot, ou n'ont ils été conduits aux horreurs de la Terreur qu'à la suite d'un enchaînement de circonstances dont les Girondins (qui ont les faveurs d'Israël) ont été les principaux responsables (en déclarant la guerre? La matrice n'est-elle pas commune? Question de conviction. Au moins Israël a-t il le mérite d'apporter quelques éléments factuels, rappelant que si Robespierre était « vertueux ». il couvrit

d'effrayants corrompus ou criminels, tels Payan, Hanriot, Pache, etc. La «légende noire» de l'Incorruptible n'est pas une simple invention de thermidoriens revanchards.

Jacques de Saint-Victor